



ASIE/PAKISTAN - Chrétien accusé de blasphème remis en liberté sous caution - pour un groupe d'ONG, il est urgent de revoir la loi sur le blasphème

Islamabad (Agence Fides) – Après le cas éclatant de Rimsha Masih, la fillette chrétienne accusée de blasphème et remise en liberté sous caution, les portes de la prison se sont ouvertes pour un autre chrétien, arrêté sur la base d'accusations mensongères. En effet, la liberté sous caution (100.000 roupies soit près de 1.000 dollars) a été accordée à Khuram Shahzad Masih par un juge de la Cour Suprême qui a ordonné la conclusion du procès dans les trois mois. Ainsi que cela a été indiqué à Fides, les avocats de la Legal Evangelical Association Development (LEAD) qui suivent le cas déclarent que le jeune homme de 24 ans est « physiquement éprouvé mais rend grâce à Dieu continuellement ». Son épouse et ses trois enfants ont pu le revoir après 11 mois d'emprisonnement. Le jeune homme avait en effet été arrêté le 5 décembre 2011 dans les environs de Lahore (au Pendjab) sous l'accusation d'avoir brûlé des pages du coran.

Une autre affaire en suspens, du même genre, concerne Martha Bibi, une chrétienne accusée faussement de blasphème. En ce qui la concerne, la prochaine audience de son procès, au cours de laquelle devraient être entendus les derniers témoignages du contradictoire, est fixée au 3 novembre. Martha Bibi a été arrêtée le 22 janvier 2007 et, comme l'indiquent des sources de Fides, elle a subi des mauvais traitements au cours de ces quatre années de détention.

Face à ces continuelles injustices flagrantes, comme dans les cas de Rimsha Masih, Khuram Shahzad Masih et Martha Bibi, un groupe d'ONG internationales a publié une déclaration invitant le gouvernement du Pakistan à garantir les droits des minorités et à modifier urgemment la loi sur le blasphème, « question qui demeure cruciale ». Dans un communiqué conjoint envoyé à Fides, les ONG Minority Rights Group International (MRG), International Dalit Solidarity Network (ISDN), Franciscans International (FI) et Pakistan Dalit Solidarity Network (PDSN) demandent au Pakistan d'abroger les lois discriminatoires et de protéger les plus vulnérables et les marginalisés. Selon les ONG, le Pakistan n'a pas respecté les engagements pris devant la communauté internationale et les Nations unies, surtout en ce qui concerne « la protection des minorités et des intouchables » (dalit), attendu que « la situation des minorités a empiré au cours de ces dernières années ».

« Discrimination et violence contre les minorités religieuses sont largement répandues, alors que les coupables jouissent de l'impunité » affirment les ONG. « La loi sur le blasphème – conclut le texte – constitue la base de la discrimination religieuse institutionnalisée et sur la base des castes ainsi que de la violence et de l'oppression perpétrées par l'Etat et par des groupes privés ». (PA) (Agence Fides 30/10/2012)